

compte tenu, en fait, de son incidence finale sur l'économie du Canada et des pays de l'Ouest. En matière de politique nucléaire aussi, il est normal que les Canadiens éprouvent quelques préoccupations devant la diffusion des techniques nucléaires. En contrepartie toutefois, il convient de ne pas oublier que l'énergie nucléaire constitue l'unique espoir que certains pays peuvent avoir de couvrir leurs besoins énergétiques. Ne faudrait-il pas que le Canada reconnaisse que des pays ont véritablement besoin d'apports dans le domaine nucléaire et qu'il fasse en sorte que ces pays puissent effectivement accéder aux sources correspondantes de manière que la mise en œuvre de l'énergie nucléaire ne se fasse pas sans contrôle? Dans le cas contraire, les pays s'efforceraient de couvrir leurs besoins nucléaires par tous les moyens de sorte que la mise en valeur de l'énergie nucléaire risquerait finalement d'être moins bien surveillée.

Le plus récent examen des programmes énergétiques a abouti à la conclusion que, dans tous les pays de l'AIE, les efforts actuels ne sont pas suffisants pour assurer la réalisation des objectifs de l'Agence. En conséquence, chaque pays devra mettre en œuvre des politiques énergétiques plus rigoureuses et tenir compte des recommandations de l'AIE du genre de celles que j'ai exposées plus haut.

#### Les avantages de l'action internationale

L'AIE fournit ainsi un centre de discussions où les démocraties industrielles peuvent coopérer étroitement pour donner à leurs politiques énergétiques une forme répondant aux besoins de tous les groupes de pays. La mise en œuvre d'une coopération de ce genre et l'application de politiques plus rigoureuses présente des avantages considérables.

Du point de vue de l'énergie, tous les pays pourraient compter davantage sur une situation plus sûre dans l'avenir. Le pétrole serait disponible en quantités suffisantes pendant toute la durée du passage à des sources d'énergie de substitution. Le gaz pourrait apporter une contribution de plus en plus importante et les infrastructures nécessaires pour le gaz naturel pourraient être conçues de manière à pouvoir aussi servir ultérieurement pour le gaz de synthèse. La part du charbon et de l'énergie nucléaire dans le total des approvisionnements énergétiques augmenterait et l'on disposerait d'un délai suffisant pour mettre au point les nouvelles techniques énergétiques qui seront nécessaires au siècle prochain. Pour un pays comme le Canada, les avantages seraient considérables: accroissement des investissements dans la production d'énergie et élargissement des marchés d'exportation

assurés. Les avantages s'étendraient aussi à l'économie générale. En premier lieu, tous les pays échapperaient aux graves conséquences économiques qu'entraîneraient les déséquilibres futurs entre demande potentielle d'énergie et offre disponible. En second lieu, une diminution de l'incertitude quant aux perspectives énergétiques contribuerait à rétablir la confiance générale. Qui plus est, les investissements nécessaires pour accroître le rendement énergétique et pour mettre en valeur de nouvelles sources d'approvisionnement donnerait une forte impulsion aux économies de nos pays. En effet, nombre de mesures nécessaires touchant l'énergie, comme l'isolation des bâtiments, la fabrication d'une génération entièrement nouvelle d'automobiles à bon rendement énergétique ou la construction d'installations portuaires ou de chemins de fer pour le transport du charbon, pourraient susciter un accroissement de la demande de biens et services dans d'autres secteurs-clés de l'économie. Il s'agit, dans bien des cas, d'activités qui font largement appel à la main-d'œuvre, ce qui pourrait contribuer à atténuer un chômage persistant. Au lieu d'être une contrainte entravant la croissance de l'activité économique générale, l'énergie pourrait servir à donner un nouveau dynamisme à nos économies.

Enfin, d'un point de vue politique, les pays industriels pourraient envisager un renouveau de leurs relations. Une coopération renforcée dans le domaine de l'énergie ferait disparaître une source d'instabilité et de faiblesse politique. La réussite dans ce domaine fournirait un exemple convaincant de ce qui pourrait être réalisé dans d'autres. Les pays industriels seraient mieux placés pour régler certains problèmes délicats dans diverses parties du monde — qu'il s'agisse, par exemple, des questions Est-Ouest, du Proche-Orient, des problèmes africains ou de la coopération avec les pays en développement pour les questions économiques et politiques.

L'énergie pose un problème majeur à l'ensemble des pays industriels; mais c'est un problème difficile à résoudre car il requiert un engagement politique permanent ainsi que des mesures rigoureuses et durables pour le résoudre. A cet égard, les conséquences de l'inaction menacent les intérêts vitaux de toutes les régions. En d'autres termes, nous devons purement et simplement rejeter toute idée d'échec. Inversement, les avantages d'une impulsion et d'une action politique vigoureuse dans le domaine de l'énergie enrichiraient considérablement les relations entre les démocraties industrielles. Nous n'avons pas le droit de ne pas saisir l'occasion qui s'offre ainsi à nous.